1,5 € - N°120 5 oct. 2023

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

Grève pour les salaires pour la sortie de l'Iphone 15 à l'Apple Store Opéra Paris 22 sept 2023

Imposer notre droit de vivre, en finir avec le capitalisme

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

A propos du NPA

Lors du congrès du NPA, les 9, 10 et 11 décembre dernier, l'ancienne direction, avec ses porte-parole Philippe Poutou et Olivier Besancenot, a fait le choix irresponsable d'organiser la scission du NPA, excluant de fait près de la moitié de l'organisation qui combattait sa politique d'alliance avec la NUPES.

Cette scission affaiblit l'ensemble de l'extrême-gauche au moment où le regroupement de toutes les forces révolutionnaires et de toutes celles et ceux qui veulent changer le monde s'impose comme une évidence et une nécessité.

Comme nous l'avons écrit dans notre Déclaration adoptée au Congrès : « *Au moment où se profilent les périls réels de militarisation et de durcissement autoritaire des régimes contre les classes populaires, mais où des réactions et capacités d'affirmation se présentent pour notre classe un peu partout dans le monde, il est temps de faire vivre dans les faits un pôle révolutionnaire. De regrouper ces forces, minoritaires mais bien réelles, qui militent pour le renversement révolutionnaire du système. Un système capitaliste qui accumule les preuves de sa faillite à satisfaire les besoins de l'humanité, alors qu'aujourd'hui, parmi les huit milliards d'individus, une majorité est maintenue au bord de la survie. Nous nous adressons à toutes les travailleuses et travailleurs, aux jeunes et moins jeunes, révoltés par le système d'exploitation capitaliste et son cortège de misère, de guerres et d'oppressions : rejoignez-nous pour son renversement et portons tous ensemble sur le devant de la scène l'actualité et l'urgence de la révolution !* »

La revue du NPA 33 s'inscrit dans cette perspective de continuer le NPA, de le refonder autour de son projet initial de rassemblement démocratique des anticapitalistes et révolutionnaires.

Rendez-vous sur le site national du NPA :

https://nouveaupartianticapitaliste.fr

Lisez, abonnez vous à

Révolutionnaires !

le nouveau mensuel du NPA

(voir en page 16)

ANTICAPITALISTES !
CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867
Directeur de publication : François Minvielle
NPA33 - 39 rue de Navarre - 33000 BORDEAUX - 07 83 64 43 49
Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau -23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

SOMMAIRE

Edito p.3

Révolutionnaires p.4
- Meeting unitaire NPA-RP, une initiative réussie qui en appelle d'autres !

Leur société p.5
- 23 septembre à Bordeaux, plus d'un millier de manifestants contre les violences policières
- Solidarité avec notre camarade Myriam

Nos vies, pas leurs profits p.6-7
- Assez de morts au travail !
- Echos de bulletins d'entreprises
- « Enrayer la fabrique de la pauvreté en Nouvelle Aquitaine».
- Non au conditionnement du RSA, non au travail gratuit

Dans la santé p.8-9
- Santé privée lucrative : hold-up sur nos droits et salaires
- Echos du bulletin du secteur santé 33
- Aux Urgences, un été chaotique, une rentrée tout autant
- « *Crise des vocations* » ou destruction des services publics ?

Dans l'éducation p.10
- Grève à Condorcet : « *les classes débordent !* »

Internationalisme p.10-11
- De l'air, ouvrons les frontières !
- « *Ce n'est pas de l'accueil, c'est de la dispersion* »
- Contre le projet de « méga» CRA à Mérignac

Dans les syndicats p.12
- Congrès de l'UD CGT 33, la démocratie (de la lutte) est un combat

Leur société p.13
- Logement sur la métropole, l'insupportable absurdité d'un système à bout de souffle
- Bidonvilles : Etat et Métropole unis pour harceler leurs occupants

Ecologie de lutte p.14-15
- Non à l'usine à saumons dans le Médoc
- Non au Surfpark à Canéjean... et ailleurs
- « *Sarabande combative et festive* » contre la LGV

A lire p.15
- *Attaquer la terre et le soleil*, de Mathieu Belezi

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !**

le mensuel du NPA 33

Tarifs abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, «soutien» avec envoi postal)

Paiement des abonnements par chèque à l'ordre de Monica Casanova., en précisant Nom , prénom, e-mail et adresse.

Imposer notre droit de vivre, en finir avec le capitalisme

Fin septembre, l'Insee a confirmé l'aggravation de l'inflation : 4,9% sur un an, d'août à août, 0,6 points de plus que son précédent chiffre de juillet à juillet.

L'inflation prend à la gorge les travailleur·se·s, les pauvres, les étudiant·e·s. Salaires, pensions, allocations ne suffisent plus pour vivre. Les produits alimentaires ont augmenté de plus de 21 % en deux ans. Les prix de l'énergie s'envolent : carburants à 2 € le litre ou plus, tarifs de l'électricité et du gaz qui explosent…

Face à cette situation, le gouvernement bluffe, craignant l'explosion de la colère. Après la farce de la promesse du carburant à prix coûtant, il y a eu celle du contrôle des marges de la grande distribution où le pouvoir a sans surprise obéit au diktat des multinationales. Attal, lui, malgré le mensonges de l'augmentation des profs de 10 %, vient de promettre une nouvelle prime pour essayer de calmer la mécontentement. Borne n'a pas eu d'autre choix que de recourir, une fois encore, au 49.3 pour faire passer le budget 2024, incapable de trouver une majorité.

Le capitalisme ou nos vies !

Ce budget est celui de l'intensification de l'offensive contre les classes populaires, les travailleur·se·s, les chômeur·se·s, les jeunes, les retraité·e·s. Le gouvernement veut diminuer drastiquement les budgets sociaux avec la réforme de l'assurance-chômage et la loi dite « *Plein emploi* ». Majorité et droite se sont mises d'accord pour conditionner le RSA (607,75€ mensuels) à 15 heures de travail par semaine et fournir une main d'œuvre gratuite aux patrons. A cela s'ajoutent l'augmentation des franchises médicales et la baisse des remboursements dentaires, le budget de la Sécu prévoyant une baisse des dépenses de santé de 3,5 milliards d'euros.

Les dépenses publiques devraient baisser de 12 milliards d'euros par an d'ici à 2027. Sans compter la réforme des retraites, censée « rapporter » 12,5 milliards d'euros à l'horizon 2027.

En France, une personne sur trois ne mange pas à sa faim selon le Secours populaire. Les Restos du Cœur ont récemment alerté : « *si rien n'est fait, on pourrait devoir fermer d'ici trois ans* ». Cela alors que les profits explosent, que la loi de programmation militaire prévoir 413 milliards sur 7 ans, que l'argent arrose le grand patronat largement exonéré de cotisations sociales et d'impôts !

Concurrence généralisée et marche à la guerre

Le capitalisme, en crise chronique, ne peut survivre qu'en intensifiant la guerre faite aux travailleurs et aux pauvres, l'exploitation pour dégager toujours plus de profits. Il a transformé le monde en une immense jungle bardée de frontières.

La situation dramatique des migrants luttant pour une vie meilleure, pour aider leurs proches restés au pays, fuyant la misère, la guerre, les catastrophes environnementales, illustre à quel point cette société est insupportable. « *On ne peut pas accueillir toute la misère du monde* » affirme, cynique, Macron pour justifier la fermeture des frontières, tandis que Darmanin fait de la surenchère raciste avec les Le Pen-Bardella et Maréchal-Zemmour. Comme si un pays de 65 millions d'habitants ne pouvait accueillir quelques milliers de personnes !

Les multinationales et les classes dominantes des différents pays, en concurrence d'un bout à l'autre de la planète, se mènent une guerre économique, commerciale mais aussi militaire pour se disputer les matières premières, les marchés et le droit de piller les peuples, d'exploiter les travailleurs. Cette fuite en avant répand la misère extrême (670 millions de personnes connaîtront la faim d'ici 2030) et les guerres d'un bout à l'autre de la planète. Très près d'ici, les populations ukrainienne et russe payent le prix terrible d'une guerre dont la propagande n'attribue la responsabilité qu'au seul Poutine alors que les Etats-Unis et leurs alliés de l'Otan en sont aussi responsables.

Urgence, révolution !

Face à ce système qui sème le chaos, la misère, travailleurs français, immigrés, jeunes… avons besoin de nous unir pour prendre nos affaires en main, contester le pouvoir d'une minorité de parasites qui conduit l'humanité à la catastrophe. En commençant par imposer une augmentation générale des salaires, des pensions et des minimas sociaux.

Par nos luttes nous pourrons construire un autre monde, démocratique, un monde sans exploitation ni racisme où les immenses richesses créées seront gérées par ceux-là même qui les produisent et mises au service de toutes et tous.

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

www.npa33.org

Meeting unitaire NPA - Révolution permanente
Une initiative réussie qui en appelle d'autres !

Le 28 septembre, nous nous sommes retrouvés plus de 150, dont de nombreux jeunes, au meeting que nous avons organisé avec les camarades de Révolution permanente.

Comme l'a précisé en introduction Isabelle, nous avions pris l'initiative avant l'été de solliciter une rencontre des organisations d'extrême gauche (LO, NPA de Philippe Poutou, POID, RP) pour discuter la possibilité d'une intervention publique commune à la rentrée, et regrettons que LO ait décliné cette proposition et que le POID après avoir participé à une première discussion se soit retiré, P. Poutou, quant à lui, ne nous répondant pas.

A la tribune, Ariane (RP, Poing levé Paris1), Christine (NPA, élue municipale Cenon), Marie-Laure (RP, CGT blanchisserie du CHU), Isabelle (NPA, SUD santé sociaux), Laurent (NPA, CGT Monnaie de Pessac) et Pétra (RP, Poing levé Bordeaux)

Non à la guerre contre les peuples ! Ni Poutine ni Biden ni Zelensky !

Christine est intervenue sur ce drame terrible qu'est la guerre en Ukraine, qui a déjà fait des centaines de milliers de morts et blessés. Le tyran Poutine, sa folie guerrière, sont évidemment responsables mais ne sont pas seuls en cause, les Etats-Unis et les puissances « occidentales » ayant tout fait depuis l'effondrement de l'URSS en 1991 pour entourer la Russie d'Etats hostiles. Les dirigeants de leur alliance militaire, l'Otan, en projetant depuis 2008 de faire entrer dans celle-ci l'Ukraine après avoir intégré dans ses rangs presque tous les pays de l'Europe de l'Est, étaient bien conscients qu'il s'agissait là d'une ligne rouge pour Poutine. Et aujourd'hui, « *c'est une guerre par procuration qu'ils mènent contre la Russie, en se servant du peuple ukrainien comme chair à canon* ».

Pétra a souligné que « *la jeunesse refuse d'avaler le récit de la bourgeoisie d'une guerre qui serait celle de la démocratie contre la dictature* », un « *récit hypocrite lorsqu'on voit les multiples crimes de guerre des pays occidentaux ou encore de l'Otan à travers le globe* ».

« *Face au front réactionnaire, un front internationaliste de classe* »

Auparavant, Ariane avait fait un bilan des semaines écoulées, « *à l'image d'un système en décomposition qui n'a à offrir pour les jeunes générations que misère et barbarie* », et dénoncé les crimes de l'Europe forteresse, du capitalisme, responsables de la mort des migrants en Méditerranée. Parlant de la lutte pour 400 euros d'augmentation et l'indexation des salaires sur les prix, elle a fustigé « *l'offensive islamophobe et sécuritaire* » du gouvernement, sa seule réponse, mais aussi le « *dialogue social* », la nécessité de s'attaquer aux profits et de rompre avec les « *prophètes de la défaite* », les directions syndicales et leur stratégie qui ont causé la défaite du mouvement contre les retraites.

Loin d'être une catastrophe naturelle, a poursuivi Laurent, l'inflation est alimentée par l'augmentation de leurs marges par les groupes capitalistes. L'État tente de « *dominer les cerveaux* » par une offensive réactionnaire, comme cette provocation de l'interdiction de l'abaya et la stigmatisation des bénéficiaires du RSA. Les partis de la gauche institutionnelle ont rallié l'union nationale en approuvant la participation du gouvernement à la guerre en Ukraine, les directions syndicales prennent part à la mascarade de la conférence sur les salaires. Au contraire, le combat pour les salaires, contre la précarité et la destruction des services publics, exige que « *nous dirigions nous-mêmes nos luttes, que les travailleurs imposent leur contrôle démocratique sur la marche des entreprises et de la société* ».

« *Des responsabilités nouvelles* », comme l'a dit aussi Petra qui a appelé les jeunes à s'organiser dans un parti révolutionnaire, car le « *réformisme n'est rien d'autre qu'une utopie* ». « *Militer*, a-t-elle conclu, « *c'est la plus belle façon de donner du sens à sa vie en faisant en sorte que celle de toutes et tous vaille la peine d'être vécue* ».

Au cours du débat qui a suivi, impossible à résumer ici, un camarade dans la salle a demandé quelle était la différence entre le NPA et RP ? Une question qui a suscité plusieurs interventions… et un besoin manifeste de continuer la discussion pour savoir ce que les uns et les autres mettent derrière les prises de position et les mots qui font aujourd'hui désaccord. A suivre.

Claude Rousset

23 septembre à Bordeaux Plus d'un millier de manifestant·e·s contre les violences policières

Cette manifestation s'inscrivait dans le cadre de l'appel national « *contre la répression* » lancé par une cinquantaine d'associations, syndicats et partis. Même si nous ne pouvions que nous joindre à cette légitime dénonciation des violences policières et des politiques répressives qui ne cessent de s'amplifier, nous n'avons pas signé cet appel, contrairement au NPA de Philippe Poutou, réclamant une réforme de la police, dont la fonction même est justement le maintien d'un « ordre » capitaliste de plus en plus violent contre les peuples, les travailleurs et la jeunesse.

Si les militants des organisations signataires, LFI, Verts, LDH, SOS Racisme ou UD CGT et FO… se sont retrouvés autour de la prise de parole reprenant l'appel et donc l'illusion d'une possible « *police républicaine* », une partie du cortège autour de notre NPA, des camarades de RP, du POI-D, de la CNT, de Sud, de l'AG de lutte, de l'Envol, ainsi qu'un groupe de camarades kurdes, se sont fait entendre avec dynamisme, autour de pancartes et banderoles comme « *Même réformée, même de proximité, le rôle de la police c'est de réprimer* », tout en scandant et chantant accompagnés par la batucada féministe « *A bas l'Etat policier !* » « *Républicaine ou pas, la police on n'en veut pas* » !

L'occasion aussi de distribuer largement le tract pour appeler au meeting unitaire NPA-RP pour dire non à la guerre contre les peuples, non à la guerre sociale. Cela a permis de discuter largement du lien entre ces violences policières, l'accentuation des politiques antisociales et réactionnaires et de l'offensive des classes dominantes contre les peuples, contre le monde du travail et la jeunesse... ici comme à l'échelle du monde.

Que leurs organisations soient signataires ou pas de l'appel, bien des militants se sont laissés entraîner par le dynamisme de ce cortège jeune, bruyant et dynamique, pour manifester jusqu'à la place de la Victoire !

Bruno Bajou

Solidarité avec notre camarade Myriam !

Une partie de la manifestation a rejoint le commissariat de Bordeaux pour soutenir, au cri de « *Libérez Myriam !* », notre camarade Myriam Eckert, militante au CLAP33 (Collectif contre les Abus Policiers) et conseillère municipale pour le collectif Bordeaux en lutte, en garde à vue depuis la veille.

Elle a été arrêtée le vendredi, alors que circulant en vélo, elle a exprimé son indignation, ressentie par beaucoup, devant le déploiement outrancier de milliers de policiers et gendarmes dans les rues de Bordeaux en raison de la visite du roi Charles III.

Elle-même victime en 2009 d'un matraquage en règle pour lequel l'Etat a été condamné et depuis militante infatigable contre les violences policières et pour garder la mémoire des victimes, sa garde à vue de 24 heures est tellement disproportionnée avec ce qui lui est reproché, qu'elle traduit un acharnement, une volonté d'intimidation.

Une nouvelle illustration de ce que nous avons dénoncé dans la manifestation, une accentuation de la répression policière et judiciaire pour criminaliser le mouvement social, les militant·e·s, toutes celles et ceux qui contestent cet ordre social injuste au service des puissants.

Libérée en fin de journée, Myriam est convoquée en mars devant le tribunal correctionnel de Bordeaux pour outrage et refus d'obtempérer. Solidarité militante avec Myriam !

Assez de morts au travail !

Le 7 août, dans la zone portuaire de Bassens, cinq ouvriers ont chuté de 7 mètres depuis une nacelle élévatrice dont le plateau s'est décroché. L'un est décédé et deux autres ont été grièvrement blessés.

Le parquet a tardé à connaître l'identité des ouvriers, des travailleurs russes employés par une entreprise sous-traitante elle-même en contrat avec Castel et Fromaget, une société de BTP filiale de Fayat.

A la fin du mois, deux autres travailleurs sont morts. L'un dans l'Entre-deux-mers en chutant d'un toit et l'autre en faisant une chute d'escalier à l'usine de chimie Foresa à Ambès. Ses camarades de la CGT se sont réunis avec l'aide de l'Union locale (UL) de la Presqu'île pour exprimer leur colère et leur solidarité avec les proches.

La France a officiellement enregistré 870 morts au travail en 2019, plus de 3 morts par jour travaillé. Un chiffre sûrement sous-évalué, certaines victimes n'étant pas comptabilisées à cause de leurs statuts d'auto-entrepreneurs, travailleurs détachés, travailleurs dits en situation irrégulière, petits artisans…

Plus de la moitié de ces accidents sont liés à la construction d'ouvrages et à leur entretien, et touchent tous les corps de métiers qui y interviennent (Bâtiment, Travaux Publics, Métallurgie, Transport, travailleurs intérimaires…)

Comme le disait un tract de la CGT de la Construction : « *Nous ne devons plus mourir pour vouloir gagner notre vie !*

Il y n'a pas assez de contrôles sur les chantiers. Pour la CGT, il manque 3000 inspecteurs du travail en France, des techniciens et ingénieurs CARSAT.

La fin des CHSCT, (Commissions Hygiène Sécurité et Conditions de Travail) remplacées par des CSSCT (Commission santé Sécurité et Conditions de Travail dans les entreprises et établissements distincts d'au moins 300 salariés et sans limite d'effectif pour les entreprises à risques particuliers) est aussi une des raisons de la dégradation des conditions de travail. Ce changement de nom a été accompagné par une perte de moyens des représentants du personnel pour exercer leurs mandats convenablement.

La justice est trop longue à traiter ces homicides laissant les familles dans la souffrance. Elles sont laissées seules face à ces catastrophes : pas d'aide psychologique, pas d'aide pour l'enterrement, pas d'aide pour le dossier en justice, pas d'aides pour l'éducation et la scolarité des enfants.

Nous réclamons un statut des veuves et veufs des accidents de travail ainsi qu'un statut pour les enfants. Tout cela pourrait être payé par les employeurs fautifs ».

La CGT Construction et Métallurgie, l'UL de la Presqu'île et l'UD appellent à un rassemblement vendredi 20 octobre à 14h30 Place de la Bourse à Bordeaux.

Correspondante

Echos des bulletins d'entreprises

A la Plateforme Industrielle Colis (La Poste)

Et une, et deux, et trois réorgs ?

La direction ne s'en serait pas cachée, le rythme des réorganisations à la PIC va s'accélérer. Si près d'une décennie nous sépare de la précédente, les prochaines devraient être beaucoup plus fréquentes. L'enjeu pour La Poste sera comme toujours de grignoter petit à petit sur nos conditions de travail. Pour certains collègues, la réorg actuelle n'est pas vue comme trop négative. Mais nous avons tout intérêt à rester vigilants car à un moment ou un autre, il faudra se mobiliser pour refuser tout retour en arrière sur nos maigres conditions de travail.

CGI : leur profit avant nos vies

Tandis que nous constatons une stagnation (voire une baisse) des salaires, un manque criant de moyens dans les secteurs de la santé et de l'éducation, le gouvernement, sans hésitation, avait annoncé allouer sans sourciller la somme astronomique de 413 milliards pour le budget militaire de 2024 à 2030. Il est évident que la militarisation demeure une vache à lait lucrative pour les capitalistes. CGI ne souhaite pas être laissé pour compte dans cette ruée vers l'or. L'entreprise a astucieusement créé une UES (Unité économique et sociale), regroupant CGI France et CGI France Défense et Spatial SAS. CGI France Défense et Spatial est gérée par une holding française contrairement à CGI France, ce qui lui permet de se consacrer à des projets sous habilitation secret défense, et ne compte aujourd'hui que quelques salariés. Mais l'UES a été conçue pour faciliter le transfert de salariés entre les entités. On peut donc s'attendre à une augmentation significative du nombre de salariés travaillant pour des projets militaires. Face à cette nouvelle orientation de CGI, qui semble capitaliser sur les conflits mondiaux pour accroître ses profits, restons vigilants et indépendants ! Leurs intérêts militaristes et leurs guerres ne sont pas les nôtres !

« Enrayer la fabrique d

« *La pauvreté affecte plus du tiers de la population régionale* » d'après un rapport récent du CESER (Comité économique social environnemental régional). Sur 6 millions d'habitants en Nouvelle Aquitaire, 2,3 millions ont un niveau de vie inférieur à « *un niveau de vie décen*t » , 780 000 sont sous le seuil de pauvreté (280 000 enfants), que l'INSEE fixe à 1 102 euros par mois pour une personne vivant seule et de 2 314 euros pour un couple avec deux enfants âgés de moins de 14 ans. L'INSEE indique aussi que cette situation s'est aggravée depuis la grande crise économique de 2008.

Le rapport produit de nombreuses autres données. 440 000 personnes dans la région vivent avec moins de 900 € par mois. En 2021, 30 millions de repas ont été distribués à 230 000 personnes par les réseaux de la Banque alimentaire.

Alors que Macron se félicite d'une prétendue baisse du chômage, le rapport montre l'explosion du nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans : +49,5 % en 10 ans. La précarité est généralisée pour toutes les embauches : sur 2,4 millions de recrutements en 2022, plus de 8 sur 10 sont en CDD, dont plus de 6 sur 10 de moins d'un mois !

L'idée de ce travail « *a germé en 2018, sur fond de crise sociale dite des*

Non au conditionnement du RSA, non au travail gratuit !

Les négociations sont en cours depuis le 12 septembre sur l'assurance chômage entre patronat et syndicats alors que le projet de loi plein emploi vient d'arriver au Parlement. Comme la réforme des retraites, ce projet s'inscrit dans la politique socio-économique ultra-libérale de Macron et sa clique qui tend à démanteler les services publics, rogner sur les salaires et remettre en cause les droits sociaux acquis de hautes luttes. Le gouvernement espère qu'il n'y ait pas de mobilisation assez forte de notre part pour s'y opposer.

Que peut-on attendre des négociations en cours ? Des miettes sûrement et encore… !

En effet, cette loi réactionnaire serait censée faire retrouver du travail à près de 6 millions de demandeurs d'emploi dans ce pays, alors qu'il n'y a qu'une offre pour 13 demandeurs d'emploi, via la nouvelle trouvaille du gouvernement Macron : France Travail !

Il est prévu que cette nouvelle « usine à gaz » qui devrait remplacer Pole emploi, soit financée en ponctionnant 12 milliards dans les caisses de l'UNEDIC, déjà en déficit de 56 milliards en 2023. D'autant moins d'argent dédié à l'indemnisation des chômeurs ! Actuellement 1/3 des chômeurs est indemnisé et sur ce tiers, 4 chômeurs sur 10 ont une allocation inférieure aux minima sociaux. Dans ce contexte d'inflation et de pauvreté croissante, c'est purement SCANDALEUX !

Le second volet de la loi Plein Emploi décrète un RSA (qui s'élève, pour rappel, à 607,75 euros maximum pour une personne seule) conditionné à une obligation de travailler 15 à 20 h par semaine, non rémunérées par un salaire évidemment. Avec la possibilité d'une suspension de l'allocation en cas de « manquement ». Ce qui démontre bien la volonté de Macron de remettre tout le monde au travail sans que ça coûte quoi que ce soit aux patrons, et quelles que soient les difficultés rencontrées par les « bénéficiaires » du RSA.

Les minimas sociaux ne suffisent pas pour se loger, se nourrir, payer les factures, vivre ! La pauvreté n'a jamais été aussi grande. Le RSA, comme toutes les allocations, ne doit non seulement pas être remis en cause, mais de toute urgence augmenter !

C'est pourquoi il est urgent de se mobiliser ensemble, chômeur.es, travailleur.es, jeunes, précaires contre toutes ces politiques anti-sociales mises en œuvre par Macron pour imposer notre droit à vivre !

Yves

e la pauvreté en Nouvelle-Aquitaine »

gilets jaunes » expliquent les rédacteurs, et le rapport montre que depuis, la pauvreté s'est encore aggravée. Il s'inscrit dans le soutien aux politiques régionales dites de « *filet de protection* » pour limiter les dégâts de la pauvreté, en appelant la région à intervenir sur les transports ou le logement, tout en reconnaissant par avance les limites de ces politiques. Le rapport est de fait un tableau accusateur de cette société qui présente de nombreux faits et témoignages utiles pour démonter les discours des classes dominantes.

La plupart des médias relaient abondamment les discours culpabilisants sur l'assistanat. Le rapport montre que 54 % des chômeurs indemnisés sont sous le seuil de pauvreté, et que le non-recours aux droits est très important. Au niveau régional, 30 % des chômeurs ne recourent pas à l'assurance chômage ; 34 % de ceux qui ont droit au RSA ; 50 % pour le minimum vieillesse. Les témoignages font comprendre que ceux qui ont ces droits « *se heurtent à une machine qui les écrase* »… « *il faut toujours justifier qui l'on est* ». Un mécanisme bien établi pour que les victimes de cette société d'inégalités se sentent accusées et responsables… au point de renoncer à leurs droits.

Mais il ne suffit pas d'intentions louables, comme l'affirme le CESER « *écoutons et construisons les solutions avec les personnes concernées elles-mêmes !* ». Si on prend au sérieux le titre du rapport, effectivement la pauvreté n'est pas une fatalité, mais elle est « *fabriquée* » par les rapports d'exploitation et la propriété privée capitaliste.

François Minvielle

https://ceser-nouvelle-aquitaine.fr/sites/default/files/2023-06/Ceser_Rapport_Pauvret%C3%A9_Final_web.pdf

Santé privée lucrative : hold-up sur nos droits et salaires

Le 21 et 22 septembre, les patrons des cliniques privées lucratives de la fédération de l'hospitalisation privée (FHP) se retrouvaient en colloque à Bordeaux autour de petits fours, d'huîtres, arrosés de champagne... Une petite sauterie pour fêter la nouvelle convention qui est une nouvelle attaque contre les salarié·e·s du secteur.

Nous étions une bonne trentaine de militant·e·s SUD et CGT pour les accueillir devant le Hangar 14, dénonçant cette convention récemment signée par les patrons et les syndicats CFDT et UNSA.

La plupart des cliniques privées appliquent des salaires au-dessus des nouvelles grilles, grâce aux augmentations obtenues par les grèves et mobilisations. Des représentants des patrons de la FHP, qui ont finalement accepté de recevoir une délégation syndicale, ont laissé entendre qu'il n'y aurait aucune augmentation de salaires dans les années à venir pour ceux qui seront au-dessus des nouvelles grilles… sauf accord plus favorable entreprise par entreprise. Ce qui signifie un tassement des salaires pour nombre d'entre nous, les grilles débutant au niveau du Smic.

Par ailleurs les patrons profitent de la nouvelle convention pour tenter de nous diviser en introduisant le salaire et les primes au mérite, ou en ne prenant pas en compte une partie de l'ancienneté de la même manière selon qu'on est aide-soignante ou infirmière.

Alors comme nous l'avons dit au rassemblement militant mais aussi dans les tracts SUD-CGT que nous avons distribués dans nos cliniques, c'est au minimum 2000 € nets, indexés sur l'inflation, dont nous avons besoin pour vivre !

Isabelle Larroquet

A Bordeaux Nord Face à la grève, non à la répression

En juin dernier, à la clinique Bordeaux Nord, les salarié.es ont fait grève pour des augmentations de salaire.

La seule réponse de la direction a été de demander à la Préfecture et à l'ARS d'organiser les réquisitions. Pas question pour elle de lâcher sur les salaires !

La direction a été jusqu'à licencier une infirmière accusée de s'être soustraite à un ordre de réquisition alors qu'il n'a jamais été remis ! Le message envoyé est clair, d'autant plus choquant qu'il manque du personnel partout : direction et actionnaires veulent pouvoir faire ce qu'ils veulent dans leur clinique, favoriser les profits plutôt que les salaires et nos conditions de travail, en essayant de décourager celles et ceux qui veulent défendre leur droit et un salaire décent.

C'est au contraire la colère qu'ils répandent !

I.L.

Au CHU Des services transformés en étuve

L'hôpital des enfants a fait la Une cet été grâce à la mobilisation des personnels et des parents, soutenus par le syndicat SUD. Jusqu'à 44 degrés dans l'hôpital de jour qui reçoit des enfants malades pour des soins parfois éprouvants ; des parents obligés d'acheter un climatiseur sur leurs deniers pour permettre à leur enfant de respirer ; des « solutions » de bric et de broc improvisées par les équipes, ajoutant du travail et du stress à la fatigue…

C'est cette publicité nationale qui a contraint la direction à équiper à minima les services concernés de l'hôpital des enfants et à annoncer une étude pour l'ensemble des services qui n'ont ni climatisation ni système de rafraichissement. N'importe quelle banque est climatisée depuis longtemps. Dans les hôpitaux, cela fait des années que les personnels et les patients n'en peuvent plus !

I.U.

Un « *marcheur* » qui a « *traversé la rue* »

« *On le dit « parachuté » au CHU de Bordeaux, mais l'ex-député charentais Thomas Mesnier, chouchou de la Macronie, se dit avant tout médecin-urgentiste. Nommé à la tête du pôle urgences du CHU, il ambitionne de le remettre en ordre de marche* » écrivait *Sud-Ouest* le 10 septembre.

Le chef de pôle a un CV fourni : ancien référent En Marche en Charente, chargé des questions de santé pour LREM, rapporteur d'un projet de loi chargé de la transformation du système de santé, missionné pour refonder les urgences… il a aussi été élu député en 2017, brièvement réélu en 2022 avant que le conseil constitutionnel ne l'invalide... il a perdu son siège en janvier 2023 face au candidat LFI.

Il a donc « *traversé la rue* » de ce pas et trouvé un nouveau travail au CHU. Faut savoir rebondir dans la vie !

I.U.

Aux Urgences, un été chaotique, une rentrée tout autant

Cet été, les Urgences du département ont à nouveau débordé. La Direction du CHU, avec l'accord de l'ARS, avait peu avant extrêmement restreint les possibilités d'accueil aux urgences de Pellegrin. Ce sont les plus grandes du département et surtout celles qui peuvent au mieux traiter les problèmes de santé les plus complexes et graves avec l'accès aux services et équipements spécialisés, mais complètement submergées. Les équipes du 15, elles-mêmes débordées par les appels, avaient des consignes strictes : seuls certains types de patients pouvaient être aiguillés vers les urgences de Pellegrin, les autres devaient être envoyés vers les autres urgences du département, celles de l'hôpital Saint-André en centre-ville ou des cliniques périphériques. Des cliniques elles-mêmes à la limite de leurs capacités, dont certaines ont fermé leurs urgences pendant plusieurs semaines faute de personnel et-ou de médecins, telles celles de la Mutualiste à Pessac qui ont dû fermer 10 jours en août, ce qui n'était jamais arrivé. Et bien au-delà des urgences, tous les établissements de santé ont fermé de nombreux services pour ne pas avoir à remplacer les congés.

L'été passé, la situation est loin de s'améliorer. Ainsi, le service des urgences du Centre hospitalier de la Haute Gironde, à Blaye, a dû fermer les nuits du dimanche 17 au mardi 19 septembre. Les urgences de la clinique mutualiste de Lesparre ne prennent plus que les urgences vitales depuis le 25 septembre, le personnel étant en grève pour obtenir de l'ARS le budget permettant de remplacer le départ de l'agent de sécurité !

Dans un communiqué publié début septembre, le syndicat Samu-Urgences de France dénonce une nouvelle dégradation de la situation des services d'urgence et des SMUR cet été. « *Le système donne l'illusion d'avoir tenu, mais les conditions d'accueil et de soins sont profondément altérées. Les conditions de travail sont devenues insupportables et inhumaines pour nos professionnels épuisés. La sécurité sanitaire n'est parfois plus assurée, y compris pour l'urgence vitale* ». Il dénonce la « *fermeture de 163 services d'urgence au moins une fois au cours des deux mois d'été, tandis que 166 SMUR ont fermé au moins une unité sur la période* ». « *C'est catastrophique en termes de délais d'attente, de sécurité du patient, d'épuisement des équipes et de qualité des soins* » !

Ce sont des décennies de politiques d'austérité qui ont débouché sur une telle catastrophe. Et si depuis des années, directeurs d'hôpitaux et pouvoirs publics se lamentent, rien n'a été fait et les personnels fuient !

Il n'y a pas de fatalité, il n'y a pas de crise de « vocation », il y a seulement des travailleur.es qui refusent la maltraitance, celle qu'elles et ils subissent et celle qu'ils sont obligés de faire subir aux patients ! Les solutions existent pour se donner les moyens d'embaucher. Cela commence par des hausses immédiates de salaire (et pas de primes), des investissements massifs pour rénover les bâtiments, assurer des conditions de travail et de soins correctes, et des relations respectueuses qui passent par l'arrêt des appels sur nos téléphones personnels pour nous demander de revenir sur nos repos ou remplacer une absence au pied levé, etc.

Nous sommes bien placé·e·s dans la santé pour savoir que tout dépend de nous et qu'il ne faut rien attendre d'en « haut », le souvenir de la gestion de la pandémie est bien là. Les solutions pour l'hôpital et la santé, c'est nous personnels, médecins, patients et familles qui les trouverons en nous battant ensemble !

Isabelle Ufferte

« Crise des vocations » ou destruction des services publics ?

Difficultés de recrutement dans les formations de l'enseignement, de la santé, du social… La « *crise des vocations* » serait un fléau majeur dans ces professions au service des autres, encore considérées comme répondant à une « vocation », alors que ce mot fait étymologiquement référence à « *l'appel de Dieu* » (il n'est pas si loin, le temps où les infirmières ont petit à petit remplacé les bonnes sœurs). Les personnes – encore essentiellement des femmes – dont le métier est d'instruire et d'éduquer les enfants, de soigner et/ou d'accompagner les personnes malades et vulnérables, n'auraient donc pas d'autre motivation que la foi et le dévouement ? Ces professionnelles seraient-elles indifférentes à leur rémunération et conditions d'exercice, toutes entières dédiées à leur travail ? De toute évidence, non : une enquête publiée par la DREES en 2023 titre : « *À l'hôpital, une prévalence accrue de la dépression et de l'anxiété liée aux conditions de travail* ». Dans une enquête de 2021, le Collectif « Nos services publics » souligne que « *80 % des répondants déclarent […] être confrontés "régulièrement" ou "très fréquemment" à [un] sentiment d'absurdité dans l'exercice de leur travail* ». Une perte de sens due, entre autres, au manque de moyens, à l'impression de servir un intérêt particulier plus que l'intérêt général et à un manque de reconnaissance.

Il est donc particulièrement pernicieux de parler de « vocation » dans des secteurs qui travaillent avec l'humain, terriblement malmenés par l'idéologie de la rentabilité. Car on focalise sur l'individu, en mettant à l'arrière-plan ses conditions de travail, son salaire, ainsi que le contexte de libéralisation forcenée de l'hôpital, de l'école, et plus globalement de tous les services publics. En faisant entrer ces différents paramètres dans le problème de recrutement des formations et professions citées, on mesure aisément qu'il ne s'agit pas des « vocations » individuelles, mais bien de la mise en pièce des services publics, à grand renfort de « *mutualisation des moyens* » et de « *dématérialisation des démarches* », par exemple.

Iaso

Grève au lycée Condorcet : « *Les classes débordent !* »

Lundi 25 septembre, le lycée Condorcet était en grève. Quelques jours plus tôt, en heure d'information syndicale, la grève avait été votée presqu'à l'unanimité. Se mettre en grève c'était une évidence dans le cadre de cette rentrée catastrophique.

En effet, le lycée Condorcet de Bordeaux, situé au milieu de la cité du Grand Parc et à proximité des Aubiers accueille majoritairement des collégiens issus de REP et REP+, des élèves qui ont donc besoin d'un accompagnement scolaire poussé. Pour autant, les effectifs dans les classes des secondes sont passés à une moyenne de 35 élèves par classe contre 26 élèves jusque là.

De la même façon, alors que les résultats au bac ont été très en deçà de la moyenne académique, que de nombreux élèves sont donc contraints de redoubler, les classes atteignent 37 élèves en Terminales STMG (sciences et technologies du management et de la gestion). Une situation absolument inacceptable, maltraitante et pour les élèves et pour les enseignant.e.s.

Chaleur dans les classes, difficultés à suivre, impossibilité de personnaliser les apprentissages, les problèmes que posent ces sureffectifs sont nombreux. « *Mais on ne peut pas pousser les murs* », « *on ne peut pas augmenter le nombre de salles* », « *il n'y aura pas assez de profs pour prendre en charge de nouvelles classes* », face à ces arguments les collègues répondent « *ce n'est pas notre boulot d'organiser tout ça, notre boulot c'est enseigner et là on nous en empêche, c'est au rectorat de trouver une solution* ».

Le jour de la grève, après une matinée d'échanges entre collègues, avec les parents et les élèves, c'est logiquement que les grévistes sont allés exiger d'être reçus par les représentants du rectorat pour demander des comptes. Résultat : pour cette année les effectifs resteront bloqués à 35, c'est-à-dire que plus aucun élève ne pourra être ajouté dans les classes et la promesse de se revoir pour préparer une rentrée plus acceptable en termes d'effectifs en septembre prochain. Des résultats bien maigres, certes, mais qui montrent avant tout qu'à Condorcet, les collègues n'accepteront pas plus longtemps d'être maltraités. Et localement, loin de démobiliser, cette situation a rappelé que la lutte collective est nécessaire et que l'année prochaine on ne nous y reprendra plus : grève dès le 1er septembre jusqu'à ce que la situation redevienne acceptable.

Chloé

De l'air, ouvrons les frontières !

Rue89 du 14 septembre relate l'ouverture, en présence du maire de Bordeaux qui s'en félicite, d'un nouveau CADA (centre d'hébergement des demandeurs d'asile) de 80 places à Bordeaux. Cela alors qu'aujourd'hui, en Gironde, 3000 demandeurs d'asile n'ont pas d'hébergement stable et dépendent du 115 ou de tiers pour les héberger, et que plus de la moitié d'entre eux sont en attente d'une orientation vers un CADA. Ces 80 nouvelles places semblent donc bien dérisoires…

Cela donne la mesure des difficultés gigantesques auxquelles sont confrontées les personnes demandant l'asile, alors que ces demandes ne cessent d'augmenter et que les pouvoirs en place voudraient imposer une impitoyable hiérarchisation des personnes migrantes, entre celles qui seraient issues d'une migration dite économique, autrement dit qui fuient la misère, et celles qui seraient réfugiées politiques.

Ce que montre ladite « *crise migratoire* », que tous les politiques ont aux lèvres, c'est que, pour eux, toutes les vies humaines ne se valent pas. Le projet de loi visant à contrôler l'immigration et qui sera examiné en novembre par le Sénat, va encore durcir les conditions de vie des personnes migrantes. Les politiques ont beau s'arquer contre la migration dite économique, lorsqu'il s'agit de mettre à profit la force de travail des personnes migrantes pour redorer l'économie nationale, tout en les maintenant dans des situations plus que précaires, c'est oui ! Le projet de loi prévoit une carte de séjour d'un an, avec comme motif « *travail dans les métiers en tension* », cependant, même cette disposition que certains disent « de gauche » pourrait disparaitre sous la pression de la droite. Et, sans surprise, cette loi vise à faciliter l'éloignement (qui n'est qu'un euphémisme pour dire expulsion).

Imposer à des personnes – quel que soit le motif de leur départ – issues de parcours très souvent chaotiques, violents et jalonnés d'événements traumatisants, un quotidien aussi insécure que de ne pas savoir si on va pouvoir satisfaire ses besoins fondamentaux, est indigne. Faciliter leur expulsion vers des pays qu'elles ont quitté pour de bonnes raisons est inhumain. A contrario du projet de loi en cours, une politique d'accueil de toutes et tous, dans des conditions sécures et dignes, relève de l'urgence.

Iaso

« Ce n'est pas de l'accueil, c'est de la dispersion »

L'ancien collège Jacques Ellul de la Bastide accueille depuis plusieurs mois des travailleurs migrants, par tranches d'environ 50 pour trois semaines, le temps d'« *examiner leur situation et trouver des solutions d'accueil* ». Il s'agirait pour la plupart de migrant·e·s qui seraient volontaires pour quitter Paris, où ils-elles vivaient dans des campements précaires ou dans la rue.

Une instruction ministérielle du 13 février 2023 de Darmanin et du Ministre du logement Olivier Klein a permis la création de dix « *sas d'accueil temporaire* » de ce type en région. Mais le gouvernement a bien d'autres motivations qu'une vraie politique d'accueil et d'intégration, le respect du « *principe de l'accueil inconditionnel* » invoqué par Olivier Klein. Il s'agit, à l'approche des Jeux Olympiques de 2024 de « vider » Paris de ses milliers de sans-abri, migrants ou non.

Il prend prétexte des hôteliers qui ont retiré près de 5 000 chambres de l'hébergement d'urgence, alléchés par le profit qu'ils comptent bien tirer de l'afflux de spectateurs pour les Jeux.

L'Etat transfère ainsi tous les mois plus de 2 000 sans-abri principalement sans-papiers dans ces nouvelles structures, pour la plupart dans des conditions indignes comme à Bruz, près de Rennes, sur un terrain proche d'une ligne ferroviaire, pollué aux hydrocarbures et métaux lourds.

Les associations de solidarité avec les migrant·e·s dénoncent ce dispositif cynique qui n'a rien de volontaire. Selon le Président de la Fédération des acteurs de la solidarité Pascal Brice, quand « *il s'agit de mettre des gens dans les bus* » et de ne plus s'en occuper ensuite, « *c'est de la dispersion, pas de l'accueil* ». Tous notent qu'il est totalement illusoire de trouver des solutions dignes et décentes en trois semaines, pour sortir de la précarité les personnes réorientées vers les régions.

La « *mise à l'abri* » en région de Darmanin et Klein n'apporte aucune solution à l'ensemble des travailleur·se·s migrant·e·s et leurs familles, 40 % d'entre eux s'enfuyant « discrètement » à leur arrivée, pour retourner d'où ils venaient.

Des papiers pour toutes et tous, liberté de circulation et d'installation !

Christine Héraud

Contre le projet de « méga » CRA(1) à Mérignac, la mobilisation continue

Le 2 décembre prochain, le Collectif AntiCRA « *ni ici ni ailleurs* » organise une soirée au Rocher de Palmer avec une Table ronde : « *L'enfermement des étranger·e·s comme choix politique : répression, droit et solidarité* » suivie d'un spectacle. Une façon de continuer l'agitation contre le projet d'un nouveau CRA de 140 places, dénoncer l'enfermement des personnes étrangères et, au-delà, combattre la politique xénophobe et réactionnaire du gouvernement et de ses alliés.

Le collectif, dont le NPA33 est partie prenante, réunit régulièrement depuis un an et demi des militants de diverses organisations, associatives (dont la Cimade, l'ASTI, Médecins du monde, collectif pour l'égalité des droits, Libre pensée, Solex Pessac…), politiques (NPA, LFI, mouvements libertaires), ou syndicales (Solidaires, CGT Monnaie, CNT).

L'année écoulée a été l'occasion de plusieurs mobilisations et manifestations, profitant de toutes les occasions pour faire entendre notre combat. C'est dans cet objectif que des militants ont participé à l'organisation de l'exposition Bansky à Libourne. Puis, le 30 juin dernier, qu'un rassemblement a été organisé devant le conseil de Métropole pour dénoncer le choix du Président de la Métropole et maire PS de Mérignac, Anziani, de se faire le facilitateur zélé de la politique de Darmanin. Sa proposition d'un échange de terrain (à côté du Bioparc de Mérignac) avec l'Etat, allant au-devant des souhaits de la Préfecture, lui a sorti une épine du pied alors que la population se mobilisait contre son implantation à Pessac.

Quelques jours plus tôt, nous avions organisé une conférence de presse devant la médiathèque de Mérignac où était organisée une exposition sur le camp d'internement de Beaudésert (1940-1948) où étaient enfermés les « *indésirables* »…

Autant d'occasions de dénoncer l'enfermement et, au-delà, la politique migratoire du gouvernement et exiger la fermeture des CRA et la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous. Si cette dernière exigence n'est pas partagée par certaines organisations membres du collectif telle LFI ou EELV, elle est par contre une évidence pour l'ensemble des militant.es qui participent aux réunions et actions du collectif.

I.U.

Dans le numéro du journal MiCRAcosme qui vient de sortir, rédigé par les intervenantes de la Cimade au centre de rétention Administrative de Bordeaux qui se fixent l'objectif de « *Témoigner de la situation des personnes enfermées, faire le lien entre ce lieu de privation de liberté et l'extérieur pour rendre visible une réalité cachée, déconstruire les préjugés* », les camarades reviennent sur l'enquête menée par la Contrôleure générale des lieux de privation de liberté (CGLPL) sur les CRA de Lyon 2, du Mesnil-Amelot, de Metz et de Sète. « *Le constat est accablant, notamment pour le CRA de Lyon 2 qui a ouvert en janvier 2022 et qui est supposé servir de modèle de « CRA du futur ». Alors que le projet de nouveau CRA de 140 places à Mérignac devrait être calqué sur le modèle de Lyon 2* ».

Voir : https://www.lacimade.org/publication/micracosme-n33/

(1) Centre de Rétention Administrative

Congrès de l'UD CGT 33
La démocratie (de la lutte) est un combat

« *Débattre, s'unir, construire les luttes, leurs convergences pour élever le rapport de forces est une nécessité* » : c'est avec ces mots que se concluait la motion d'actualité issue du Congrès de l'Union départementale CGT qui a réuni 134 délégué·e·s du 18 au 20 septembre à Artigues.

Défendant « *plus de syndiqués, de militants et de salariés grévistes pour prendre leur avenir en main* », cette motion surgie durant le Congrès, a voulu reprendre des éléments que nous avons été un certain nombre de délégué·e·s à porter en notre nom ou au nom de notre syndicat ou Union locale.

« *Une contribution-motion pour une UD ouverte sur les mobilisations et partie prenante de la convergence des luttes* »

Nous nous étions en effet retrouvés un certain nombre de CGTistes durant l'été, à vouloir exprimer notre désaccord avec la ligne confédérale du dialogue social, des journées saute-mouton sans lendemain et porter entre autres la perspective de la grève générale et pour une UD ouverte et démocratique.

Nous voulions partager l'expérience des actions en interpro et intercollectifs comme durant le mouvement des retraites, avec des assemblées comme celles de l'AG de lutte où se sont retrouvé·e·s des camarades du NPA, de la FI, etc. Gilets jaunes, jeunes, chômeurs, féministes, écologistes, syndicalistes de toutes étiquettes, des non syndiqué·e·s qui discutaient et décidaient des initiatives démocratiquement, indépendamment du calendrier gouvernemental ou de l'intersyndicale. Avec la perspective d'imposer notre contrôle sur l'organisation de nos luttes et nos vies face à un gouvernement et à un capitalisme de plus en plus agressifs et autoritaires. Un moyen de convaincre d'anciens ou nouveaux camarades, à ce congrès, de faire du syndicat une école de la lutte et de la grève.

Pour ce faire, nous avions préparé un texte en ce sens à soumettre au débat et au vote.

Une solide discussion

Le bureau de congrès a d'abord ignoré notre texte, refusant de le diffuser et de le soumettre au vote des délégué·e·s car « *non statutaire* ».

Mais il n'a pu empêcher les délégué·e·s de débattre sur le bilan du mouvement des retraites que les délégué·e·s ont discuté malgré la direction sortante qui préférait discuter de la réindustrialisation et de la syndicalisation…

Des militant·e·s révolutionnaires ont abordé les problèmes, comme la guerre ou notre solidarité avec la révolte de la jeunesse des banlieues suite à l'assassinat de Nahel.

Si la direction sortante a pu empêcher la mise au vote de notre motion, elle n'a pu faire taire les critiques de sa politique.

Au final, deux camarades dont les syndicats portaient la motion ont été élu·e·s à la nouvelle direction.

Mais au-delà des porteur·e·s de la motion, d'autres camarades veulent contribuer à faire converger les luttes ; en ce sens se constitue une nouvelle équipe militante, facteur de démocratie ouvrière.

Des délégué·e·s au congrès

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, va venir à Bordeaux en octobre pour promouvoir la présentation d'un « *véhicule électrique produit en France économique* ». Ce projet industriel est soutenu par la CGT Renault, au nom de l'environnement, d'un prix « *accessible à tous* » et de la production « *française* »… comme si une production pouvait être nationale dans le cadre de la mondialisation ! Un argument à combattre tant il ne peut qu'encourager le poison du souverainisme.

Sur le site de la CGT Renault, on peut trouver tout un développement où le syndicat se vante d'avoir « *lancé en 1986 avec les ingénieurs du bureau d'étude de Rueil une campagne pour la production d'un petit véhicule populaire… la Twingo a été un grand succès* » et « *aujourd'hui, avec les ingénieurs du Technocentre nous lançons une campagne pour une Neutral électrique* ».

Depuis longtemps, la CGT prétend avoir des solutions industrielles pour le bien de tous… faisant mine d'oublier que l'industrie est entre les mains des patrons et de la finance. La Twingo a été « *un grand succès* » ? Surtout pour les profits de Renault, au prix de l'exploitation de milliers d'ouvrier·e·s sur les chaines de production. Le développement des véhicules électriques, comme tout ce qui est produit dans le cadre du capitalisme, même local, « vert » et bon marché, obéit aux mêmes objectifs. Quand le syndicalisme s'inscrit dans cette logique, il abandonne l'intérêt des travailleurs et enfourche, au nom de la production, ceux des patrons, en encourageant les préjugés nationalistes du « *produisons français* ».

F.M.

Logement sur la Métropole, l'insupportable absurdité d'un système à bout de souffle

Lundi 25, le maire de Bordeaux, une représentante du Conseil départemental et la directrice départementale de la Fondation Abbé Pierre signaient une *Déclaration des droits des personnes sans-abri*. Un « *signal fort* », disent-ils… bien incapable de mettre un terme à une situation de plus en plus intolérable ! Selon un rapport de la fondation, le nombre de sans abri a doublé en dix ans, pour dépasser 12 000 sur le département où, depuis 1990, les besoins en logement ont augmenté de 60 %.

Sur la Métropole, 45 000 personnes attendent un logement social !

Bordeaux Métropole annonçait en mai un plan de 20 millions pour en « booster » la construction : 3000 mises en chantier étaient prévues pour 2023, mais seules 2100 étaient effectives, et il s'agissait de « *relancer* » « *un secteur immobilier morose au plan local et national* » soi-disant incapable de faire face à l'afflux de nouveaux arrivants.

Mais si entre 2015 et 2022, sur la métropole, le nombre de demandeurs HLM a augmenté de 34 %, le nombre de ménages n'a augmenté, lui, que de 11 %. Comme l'écrit le rapport cité, « *les prix du marché immobilier métropolitain sont devenus beaucoup trop chers au regard des revenus de très nombreux ménages. En 5 ans, les prix des appartements ont augmenté de 30 % […] Les niveaux de loyer se sont envolés* » … Les classes populaires s'appauvrissent, frappées par la précarité, les salaires trop bas, la régression sociale organisée par le patronat et le gouvernement, l'inflation qui touche aussi les loyers.

Cette guerre sociale se retourne contre ceux qui la mènent. En 2017, les promoteurs promettaient qu'investir dans un appartement neuf pour le louer assurait un rendement de 10 %... Depuis, la perspective s'est inversée. Localement, le « *marché du neuf* » s'est effondré ; à l'échelle nationale, 47 000 logements neufs restent invendus faute d'acheteurs solvables. Conséquence, le prix de l'immobilier à l'achat baisse tandis que le « stock » de logements à louer s'effondre (respectivement - 8,3 % et - 15,8 % sur un an à Bordeaux).

Euratlantique, des logements neufs invivables…

Le vaste projet Euratlantique se voudrait une vitrine prestigieuse de la politique d'urbanisme de la Métropole. Mais dans bien des logements sociaux de ces constructions nouvelles, les étés de canicule ont viré au cauchemar. De plus en plus petits, pour la plupart ne débouchant que sur une façade, ce qui ne permet pas de créer un courant d'air traversant permettant de les rafraichir un tant soit-peu la nuit, ces appartement construits à l'économie, parfois sans store pour les vitrages exposés au soleil, se sont avérés invivables l'été, avec des températures pouvant monter jusqu'à 34, voire 38° ! Architectes, bailleurs sociaux, services de la métropole se renvoient la responsabilité de ce gâchis. Il a surtout pour responsable la déroute d'un système économique qui ne répond qu'à la loi du profit maximum.

Daniel Minvielle

Bidonvilles : l'Etat et la Métropole unis pour harceler leurs occupants

Pendant tout l'été, l'Etat a fait évacuer de nombreux bidonvilles sur la Métropole, ne faisant que déplacer cyniquement la misère d'un endroit à l'autre.

Dans le numéro précédent, nous faisions un article sur le plus gros d'entre eux, où vivaient entre 500 et 2000 personnes à Villenave d'Ornon. Il a été évacué à la mi-août, obligeant les centaines de familles à se disperser. Pour faire face à ces conditions indignes, elles s'étaient organisées avec coopérative, salle de vie et de réunion… Tout cela a été balayé sans propositions de logements ni corrects, ni pour tous, ni de possibilité de maintenir des relations collectives.

Une partie des occupants s'est rassemblée sur un terrain proche, appartenant à la Métropole, rejoints par de nouveaux arrivants de Roumanie venus pour les vendanges. D'après *Sud-Ouest*, « *tous les matins, des convois de covoiturage partent du terrain vers les vignobles du département* »… un revenu temporaire supérieur à ce qu'ils pourraient gagner en Roumanie. La Métropole a déjà engagé une procédure d'expulsion contre eux.

Même politique d'expulsion de la préfecture pour le bidonville du Quai de Brazza, très important aussi. Un collectif d'associations en lien avec les habitants de ce bidonville indique que « *seule une quinzaine de familles a été relogée dans des bungalows d'un espace temporaire… Les autres se sont répartis vers d'autres squats* », notamment dans Bordeaux Nord, sur certains terrains particulièrement pollués. La seule promesse de l'Etat est de les poursuivre de son acharnement à coup de nouvelles procédures d'expulsion.

L'Etat et les collectivités locales, au nom de la sécurité et de l'hygiène, harcèlent ces familles de travailleurs. Ils font le jeu des patrons de l'agriculture et du bâtiment, premiers responsables de la situation de ces travailleurs les plus exploités.

F.M.

Non à l'usine d'élevage intensif de saumons dans le Médoc

La multinationale Pure Salmon prévoit la construction au Verdon-sur-Mer d'une usine d'élevage intensif de saumons, avec l'objectif d'y produire 10 000 tonnes de saumons par an, grâce à l'installation d'un entrepôt abritant 24 bassins hors sol. Les collectivités justifient leur soutien au projet par la création de 250 emplois directs et les effets sur la redynamisation du territoire.

Cependant, ce projet pose un grand nombre de problèmes, tant au niveau de la qualité des emplois qu'au niveau écologique et économique. Pour fonctionner, l'usine serait une grande consommatrice d'électricité et d'eau. Cette eau, après avoir été traitée, est destinée à être rejetée dans les zones protégées de l'estuaire, le site d'implantation prévu jouxtant une zone classée Natura 2000. Ces rejets d'eaux contaminées par des résidus de pesticides et d'hormones de croissance sont unes des principales préoccupations et pourraient avoir des conséquences irréversibles sur les écosystèmes mais également des conséquences économiques pour les ostréiculteurs, les pêcheurs et le tourisme. Enfin, cette usine aurait même des conséquences désastreuses pour les populations d'Afrique de l'Ouest, où les industriels entendent se fournir, par une pêche industrielle intensive, en nourriture pour les saumons hors-sol de Gironde, privant les populations locales d'une ressource centrale pour leur alimentation.

Face à ce projet, la résistance s'organise et une association a vu le jour, Eaux Secours Agissons. En réponse, le groupe Pure Salmon a décidé d'assigner en justice pour diffamation publique non seulement l'association mais aussi ses deux représentantes à titre personnel. Si ces intimidations n'ont pas entamé la volonté de l'association et de ses membres, nous devons être nombreux.ses à leurs côtés le 2 novembre prochain devant le tribunal pour montrer que nous n'accepterons aucun projet écocide, ni aucune atteinte à notre droit de résister.

Marie Fauré

Non au Surfpark à Canéjan... et ailleurs

Fin mai 2023, quelle ne fut pas notre surprise de lire qu'un Surfpark allait voir le jour à Canéjan ! Pas une petite structure comme à la Galerie Tatry à Bordeaux mais 2 gigantesques bassins à ciel ouvert (l'équivalent de 8 piscines olympiques) pour la pratique du surf sur vagues artificielles, accompagnés d'un hôtel, d'un restaurant et d'un grand parking, situé sur la ZA du Courneau sur une friche industrielle (ex Solectron) à 250 m du cours d'eau de l'Eau Bourde et dans une zone boisée avec de la biodiversité.

Cela fait plus de 10 ans que des projets de ce type tentent de s'implanter en France : les 7 à ce jour n'ont jamais dépassé le stade du permis de construire et ont tous été abandonnés grâce à la mobilisation.

Le 27 février 2023, le maire de Canéjan a accordé en un temps record, en toute discrétion, le permis de construire de ce projet aberrant et anachronique ; les porteurs du projet se la jouent écolo, soi-disant autonome avec leurs panneaux solaires et leurs gigantesques réservoirs d'eau alors que le premier remplissage se fera avec de l'eau potable du réseau, le bien commun de tous, et on ne sait pas comment l'eau sera traitée et recyclée. Mais l'eau est bien trop précieuse pour qu'une minorité de privilégiés viennent la gâcher !

Mi-juin, une réunion publique, à l'initiative de l'association « Canéjan en transition » a réuni plus de 200 personnes. Un collectif « Nonausurfparkenboite » a émergé et tente par différentes actions, pétition avec près de 60 000 signatures à ce jour, tractage sur les marchés, vide-greniers, présence à Climax, sur les réseaux sociaux, articles dans différentes presses, de faire grand bruit, obligeant le ministre de l'écologie à « *s'interroger* ».

Fin juillet, un recours a été déposé par Surfrider Foundation Europe et la Sepanso Gironde portée par « Canéjan en transition » auprès du Tribunal Administratif de Bordeaux contre ce permis de construire. Ce recours a pour effet d'empêcher le démarrage des travaux en attendant la décision du juge.

A suivre.

Des Canéjanais.es

« Sarabande combative et festive » contre la LGV…

Les 22, 23 et 24 septembre, un millier de personnes ont participé à trois journées de manifestations « *festives et combatives* » pour dire, une fois de plus, leur opposition au projet de la LGV Bordeaux-Toulouse et Dax, mobiliser de nouveaux opposants. La « sarabande », partie de Bordeaux à pied, en vélo, en voiture, suivait le trajet de la future ligne, traversant plusieurs villages menacés d'être coupés en deux par son passage, comme Saint Médard d'Eyrans ou Bernos Beaulac. Elle faisait suite à une autre journée de lutte qui avait rassemblé, le 3 juin, plusieurs centaines de personnes à Saint-Médard d'Eyrans (*Anticapitalistes !* n° 119).

« *LGV : 20 min gagnées, 4 000 hectares détruits. Lynchage Géant du Vivant* » dénonçaient les organisateurs. Il s'agissait de s'opposer à ce qu'ils considèrent comme un gâchis financier mais surtout un véritable « écocide », mettant en péril, parmi d'autres, l'écosystème du Ciron, petite rivière classée Natura 2000 qui va se voir traversée, sur quelques dizaines de kilomètre, par 17 viaducs. A cela s'ajoute la colère contre le fait que les propriétaires des collectivités locales prétendument desservies par la future ligne – en réalité, les gares en seront parfois éloignées de plusieurs dizaines de kilomètres – devront payer une taxe contribuant à son financement.

Le succès de la manifestation, comme aussi le retoquage récent par l'Autorité environnementale d'une étude d'impact concernant le tronçon nord de Toulouse, n'ont fait que renforcer la détermination des opposants, qui ont promis, si nécessaire, de passer à des « *actions plus musclées* » : « *On ne laissera pas faire les bulldozers* » !

D.M.

Attaquer la terre et le soleil

de Mathieu Belezi (éditions Tripode)

L'auteur a reçu les prix littéraires du Monde 2022 et France Inter 2023 pour ce court roman qui raconte les débuts de la colonisation française en Algérie au milieu du XIXème siècle.

On y suit en parallèle l'histoire d'un groupe de colons français, embarqués à Marseille, appelés à peupler une colonie agricole vendue comme une terre promise par l'État français, et celle d'un soldat obéissant aveuglément aux ordres d'un capitaine brutal et barbare dont la mission « pacificatrice » des territoires conquis est une succession d'expéditions sanguinaires de village en village, de massacres, de pillages et de viols.

Les colons, et parmi eux Séraphine, venue avec sa famille, ne découvriront à leur arrivée qu'un lopin de terre minuscule et aride à cultiver et une vie de peur et de souffrances à l'abri de palissades pour se protéger des assauts armés des villageois alentours hostiles. Pleine d'espoir en une vie meilleure pour elle et les siens, elle ne connaîtra que les baraquements de bois insalubres, la dureté du climat, le dénuement, la peur, la faim, les ravages du choléra qui décime en un hiver la moitié de leur petite communauté.

A travers la voix simple de Séraphine qui découvre au jour le jour l'horreur de la vie de ces premiers colons envoyé par l'Etat français vers un Eldorado qui s'avère monstrueux, et celle d'un pauvre hère enrôlé dans la troupe de soudards qui a pour tâche de conquérir les terres au prix de massacres et de violences sans nom, c'est la réalité de la cruauté de la colonisation de l'Algérie que Mathieu Belezi nous raconte.

Il est aussi l'auteur d'une trilogie sur l'Algérie : ***C'était notre terre***, ***Les Vieux Fous*** et ***Un faux pas dans la vie d'Emma Picard***.

Christine Héraud

Venez débattre des idées de la révolution dans une ambiance fraternelle à la Fête du NPA33

Débats :

14h30 : La "mondialisation de la révolte", pour en finir avec le chaos du capitalisme mondialisé

16h : Quels acquis du mouvement des retraites pour préparer la riposte ?

18h Allocution politique

Damien Scali, cheminot, membre de la direction du NPA

Isabelle Ufferte, militante dans la santé et de la direction du NPA33

Spectacles :

20h30 : Lecture musicale

" ***À la ligne - Feuillets d'Usine*** "
de Joseph Ponthus
par Sophie Robin et Eric Chevance

21h30 Set ***Circonflexe***

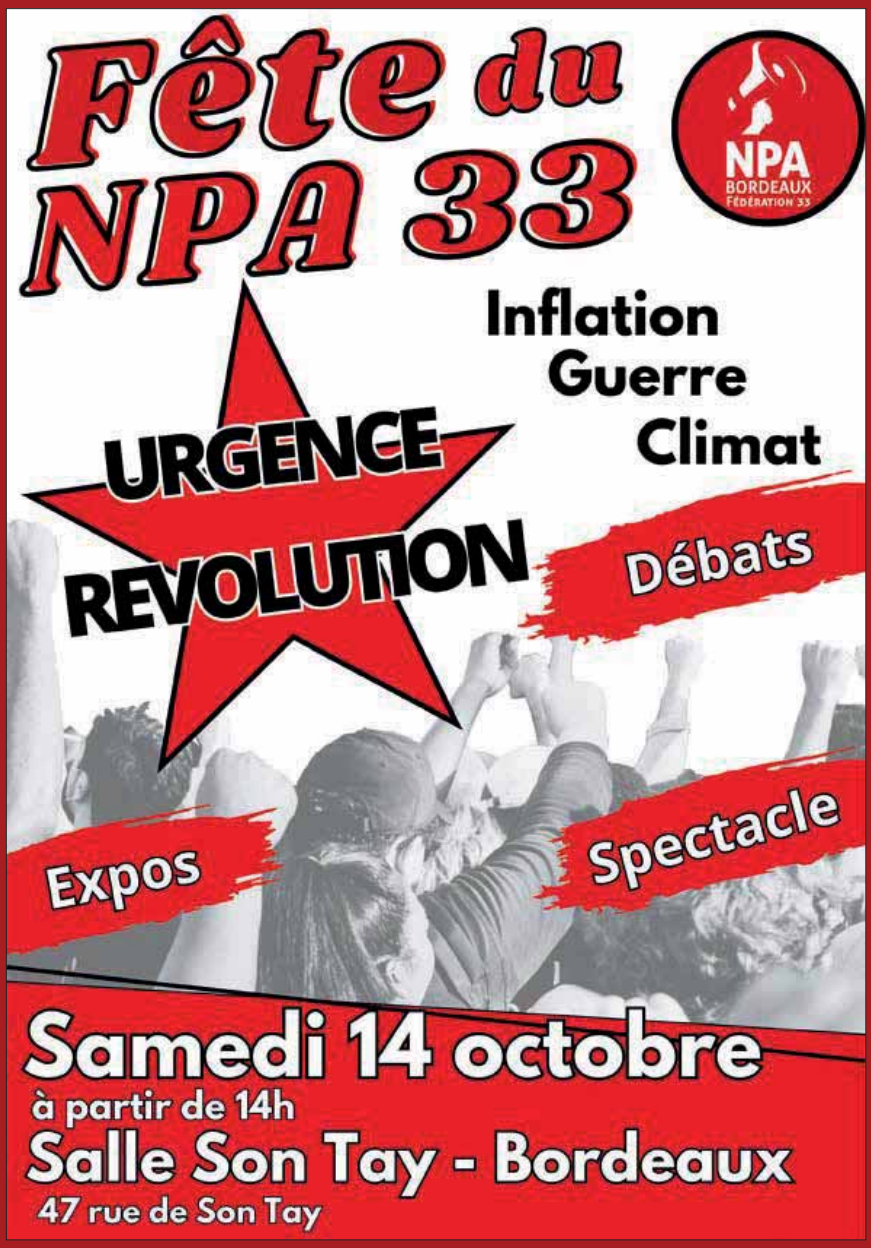
... et pendant toute la fête :

Librairie

Expositions

- *Migrants, exilés, prolétaires de tous les pays, Solidarité internationale face à la barbarie du capitalisme*
- *Femmes, vie, liberté - la lutte des femmes, moteur de la lutte internationale pour l'émancipation, la révolution*
- *Inflation, guerre, climat, crise globale du capitalisme et actualité de la révolution*

Buvette, café, patisseries, petite restauration...



Lisez REVOLUTIONNAIRES le journal du NPA